

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et
l'aménagement (Cerema),

2 rue Antoine Charial
CS 33927
69426 Lyon Cedex 03

Pour la Direction territoriale Hauts de France

Objet du marché

Prestations de mise à disposition de contenants, enlèvement
et traitement des déchets de la Direction territoriale Hauts
de France du Cerema -Sites de Sequedin et Saint Quentin

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) commun à tous les lots

Réf : 25-111_MM

Table des matières

Article 1 : OBJET, FORME ET QUANTITE DU MARCHE.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Décomposition en lots.....	3
1.3 Procédure, forme et étendue du marché.....	3
1.4 Contenu des prestations.....	3
Article 2 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.1 Durée du marché.....	5
2.2 Délais d'exécution des prestations forfaitaires.....	5
2.3 Délais d'exécution des prestations sur bons de commande.....	5
2.4 Période de préparation du marché.....	5
2.5 Prolongation du délai d'exécution.....	5
Article 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
Article 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
4.1 Notification des informations.....	6
4.2 Point de départ du délai d'exécution.....	7
4.3 Emission et exécution des bons de commande.....	7
4.4 Moyens humains.....	7
4.4.1 Responsable chargé du suivi pour le Cerema.....	7
4.4.2 Responsable désigné par le titulaire.....	8
4.4.3 Equipe dédiée aux prestations.....	8
4.4.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	10
4.5 Dispositions générales.....	10
4.5.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
4.5.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	11
<i>a. Intervenants étrangers.....</i>	11
<i>b. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....</i>	12
Article 5 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
5.1 Conseil et information.....	13
5.2 Confidentialité.....	13
5.3 Assurance du titulaire.....	13
5.4 Obligation de résultat.....	14
5.5 Protection des données personnelles.....	14
5.6 Responsabilité du titulaire et dommages aux installations.....	15
5.7 Déclarations.....	15

5.8 Changement de situation du titulaire.....	16
Article 6 : CLAUSE DE REEXAMEN.....	16
Article 7 : SPÉCIFICATIONS techniques - QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	17
Article 8 : PENALITES.....	17
8.1 Pénalités pour retard d'exécution.....	17
8.1.1 Pénalités pour retard de mise à disposition de conditionnements et de réalisation de collectes dans l'exécution du marché.....	17
8.1.2 Pénalités pour retard de remise de document :.....	18
8.2 Pénalités autres que pour retard d'exécution.....	18
8.2.1 Pénalité pour non remise en état des lieux.....	18
8.2.2 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité.....	18
8.2.3 Pénalité pour travail dissimulé.....	18
8.2.4 Pénalités relatives à l'identification et aux caractéristiques des conditionnements.....	18
8.2.5 Réfaction.....	19
Article 9 : PRIX DU MARCHE.....	19
9.1 Nature du prix.....	19
9.2 Contenu des prix.....	19
9.3 Révision des prix du marché.....	19
Article 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	20
10.1 Avance.....	21
10.2 Acomptes.....	21
10.3 Demandes de paiement.....	21
10.4 Modalités de règlement.....	23
10.5 Unité monétaire.....	23
10.6 Emission des bons de commande.....	23
Article 11 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	24
Article 12 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	24
Article 13 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	25
13.1 Opérations de vérification.....	25
13.2 Admission.....	25
Article 14 : RESILIATION.....	25
14.1 Résiliation sans faute.....	26
14.2 Résiliation pour évènements liés au marché.....	26
14.3 Résiliation pour faute.....	26
14.4 Liquidation du marché public résilié.....	26
Article 15 : DIFFERENDS.....	26

ARTICLE 1 : OBJET, FORME ET QUANTITE DU MARCHE

1.1 *Objet du marché*

Les prestations objet du présent marché concernent la mise à disposition de contenants, ainsi que l'enlèvement et le traitement des déchets de la Direction territoriale Hauts de France du Cerema.

Les prestations objet du présent marché sont les suivantes :

- Location des différents contenants pour le stockage de produits spécifiques,
- La collecte, le transport et l'évacuation des déchets,
- Le traitement des déchets en centre agréé,
- La mise en place d'une démarche qualité environnementale.

1.2 *Décomposition en lots*

Les prestations sont réparties en deux lots comme suit :

-Lot 1 Site de SEQUEDIN sis 42bis rue Marais - 59320 Sequedin

-Lot 2 : Site de Saint QUENTIN sis 151 rue de Paris - 02100 Saint Quentin

1.3 *Procédure, forme et étendue du marché*

Le marché a été passé via une procédure adaptée.

Il s'agit pour chaque lot d'un marché mixte mono-attributaire comportant :

- une part forfaitaire concernant les besoins permanents de location de contenants, collecte et traitement des déchets valorisables et non valorisables du site tels que listés à l'article 2 du CCTP
- une part à bons de commande pour les prestations à la demande et occasionnelles de location, collecte et traitement des déchets non dangereux et dangereux tels que listés à l'article 2 du CCTP. conclu sans minimum et avec un maximum sur la durée globale du marché

-de 7 000 € HT pour le lot 1

-de 3 000 € HT pour le lot 2

1.4 *Contenu des prestations*

a. Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires concernent :

- la mise à disposition (location) de conditionnements dans la limite du nombre de conditionnements mentionnés à la DPGF pour le stockage provisoire des déchets avant leur enlèvement,

- le renouvellement de ces conditionnements selon le besoin,
- l'enlèvement des types de déchets renseignés à la DPGF
- l'organisation et l'optimisation des collectes,
- le transport par route en véhicule agréé de ces déchets conditionnés, jusqu'au centre d'élimination ou de transit, selon les spécificités de la filière d'élimination du titulaire,
- la traitement et l'élimination de ces déchets en centre agréé,
- toutes les manutentions afférentes aux opérations décrites ci-dessus,
- les opérations administratives liées au recyclage et/ou stockage des déchets et à la mise à disposition de tous les documents attestant de la collecte et du traitement des déchets.

b. Prestations à bons de commande

Les prestations à bons de commande seront effectuées sur la base du Bordereau des prix unitaires et concernent :

- la collecte et le transport par route en véhicule agréé des différents types de déchets conditionnés, jusqu'au centre d'élimination ou de transit, selon les spécificités de la filière d'élimination du titulaire,
- l'organisation et l'optimisation des collectes,
- la traitement et l'élimination de ces déchets en centre agréé,
- toutes les manutentions afférentes aux opérations décrites ci-dessus,
- les opérations administratives liées au recyclage et/ou stockage des déchets et à la mise à disposition de tous les documents attestant de la collecte et du traitement des déchets.
- la mise à disposition ponctuelle de conteneurs et matériels de collecte supplémentaires, y compris leurs manutention et entretien.

Pour ces prestations supplémentaires, tout mois de location de contenants entamé est dû dans son intégralité.

Le titulaire est informé qu'il s'agit de prestations à obligation de résultat.

Le titulaire devra ajuster, sur demande du maître d'ouvrage, les modalités de collecte en fonction de la production de déchets. L'ajustement portera sur la fourniture de conditionnements et l'adoption de modalités de collecte adaptées aux déchets produits.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières et ses 2 annexes :

- Annexe 1 : Description des contenants adaptés.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

2.1 *Durée du marché*

Le marché est conclu pour une période ferme de 2 ans à compter de la date de notification.

Le marché pourra tacitement être reconduit 2 fois pour une durée de 1 an pour chaque reconduction, sauf décision contraire de l'acheteur intervenant au minimum 2 mois avant la fin de chaque période. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

2.2 *Délais d'exécution des prestations forfaitaires*

Les prestations forfaitaires s'exécutent selon le calendrier de passage validé conjointement lors de la période de préparation. Le point de départ du délai d'exécution de ces prestations est la fin de la période de préparation du marché, ou si cette dernière s'achève avant le délai maximum d'un (1) mois indiqué dans le présent marché, la date de début d'exécution des prestations est précisée par ordre de service.

2.3 *Délais d'exécution des prestations sur bons de commande*

Le titulaire a précisé dans son offre les délais d'exécution correspondant à chaque type de prestation à compter de la demande du Cerema.

Les délais d'exécution afférent à chaque prestation à la demande ou occasionnelle seront précisés dans le bon de commande sur la base du programme d'exécution des prestations retenu lors de la période de préparation.

2.4 *Période de préparation du marché*

La période de préparation du marché se tiendra dans un délai maximum de 15 jours suivant la notification du marché et aura une durée maximale d'un mois. Le candidat intégrera dans son offre une proposition de programmation de cette période, en cohérence avec l'article 4.1 du CCTP.

2.5 *Prolongation du délai d'exécution*

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU))

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe par lot à savoir :
 - Annexe 1 : Description des contenants adaptés.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (C.C.A.G.-F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement (DC 4)

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 *Notification des informations*

La notification des décisions, observations ou informations s'effectue conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS. En complément de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, les adresses postales ou électroniques pouvant être utilisées pour ces notifications sont celles figurant au mémoire technique du titulaire, dans l'acte d'engagement et sur le courrier de notification initial du marché.

Les parties doivent s'informer par écrit (selon les modalités de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS) dans les plus brefs délais en cas de modification des adresses de contact. La modification est effective dès réception de cette information. La modification des adresses de contact ne donne pas lieu à avenant.

4.2 Point de départ du délai d'exécution

Les prestations forfaitaires démarrent dès la fin de la période de préparation avec la mise en place des contenants dont le besoin est continu. La prestation forfaitaire sera engagée via un engagement juridique annuel.

Les bons de commande précisent les conditions d'exécution des prestations sur bons de commande.

4.3 Emission et exécution des bons de commande

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du LUNDI au VENDREDI, entre 8h et 17h par télécopie ou par courrier électronique.

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 8h par renvoi de courrier électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique de la personne publique fera foi en cas de contestation.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire émet ses observations dans un délai de 5 jours ouvrés à l'acheteur, sous peine de forclusion.

Chaque bon de commande, référencé par son numéro, précise :

- La désignation et la catégorie / nature des produits ;
- La quantité commandée par catégorie/nature ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant par catégorie/nature de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La référence du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- L'adresse de facturation avec le N° SIRET du Cerema - Direction territoriale Hauts de France

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 2 l'article du présent CCAP, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

4.4 Moyens humains

4.4.1 Responsable chargé du suivi pour le Cerema

Le suivi technique et administratif est assuré par le bureau logistique de la DTer HdF.

Les précisions relatives aux coordonnées des référents seront fournies lors de la période de préparation.

4.4.2 Responsable désigné par le titulaire

Un interlocuteur unique est désigné par le titulaire au représentant du Cerema lors de la notification du marché pour le suivi d'exécution administratif et technique du marché. Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire devra obligatoirement désigner un agent agissant en tant que responsable de l'encadrement du personnel, de l'exécution des prestations et, d'une manière générale de l'application du présent cahier des clauses particulières.

L'agent responsable doit pouvoir être contacté facilement pendant toute la durée d'exécution des prestations.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces.

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

4.4.3 Equipe dédiée aux prestations

a. Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public. Le prestataire s'engage, conformément aux dispositions du Code du Travail, à ce que ses salariés soient employés régulièrement.

b. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée.

c. Travailleurs d'aptitude physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes, et leurs rémunérations par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché, seront conformes à la réglementation en vigueur.

d. Liste nominative du personnel

Le titulaire doit fournir au Cerema, dans un délai de 15 jour calendaire suivant la date de notification du marché, la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux.

L'entreprise prestataire devra communiquer au préalable, avant toute introduction d'un nouveau personnel dans son équipe, l'identité exacte des personnes.

Seuls ces personnels dont l'identité aura été communiquée pourront pénétrer dans l'enceinte de l'établissement.

e. Demande de remplacement de personnel

Le Cerema se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché public, de solliciter de façon dûment motivée par des raisons professionnelles, le remplacement de l'un des intervenants affectés à l'exécution des prestations. Cette demande intervient par tous moyen permettant d'accuser réception.

Le titulaire s'engage, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la date d'accusé de réception de la demande, à proposer au Cerema un remplaçant de compétences au moins équivalentes.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du titulaire, pour quelque cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

Quelle qu'en soit la cause, le titulaire est par ailleurs tenu d'informer le Cerema de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations et doit veiller à la mise à jour de la liste nominative du personnel.

En toute hypothèse, et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le silence gardé par le Cerema dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification par le titulaire de la proposition d'un remplaçant vaut acceptation du remplaçant ou nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, le titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du Cerema.

Tout nouveau personnel affecté au site doit être présenté au gestionnaire de site au plus tard à la date de sa prise de fonction et avant son entrée sur le site.

f. Qualifications

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Ce dernier est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,

- Au règlement intérieur de l'établissement. Le titulaire s'engage, à n'utiliser que du personnel de compétences parfaitement adaptées aux prestations à assurer.

Le titulaire doit fournir au Cerema, à sa demande, tous les justificatifs relatifs à la compétence des intervenants.

Le personnel du titulaire devra être en nombre suffisant pour qu'il n'y ait aucune interruption de service.

Les attestations de « compétence produits dangereux » pourront être demandées à tout moment par le représentant du maître d'ouvrage.

4.4.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema par mail ou lui transmet par courrier recommandé avec avis de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du présent CCP.

Le Titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelconque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

4.5 Dispositions générales

4.5.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande de l'acheteur public, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur public, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Le personnel d'intervention est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail et au règlement intérieur de l'établissement, en particulier, le personnel de l'entreprise Titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail sur le site. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise Titulaire.

4.5.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

a. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités du CCAP notifié dans le cadre du présent marché.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

b. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire établi à l'étranger

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,

→ ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1 Conseil et information

Le titulaire informera l'acheteur public des éléments lui paraissant de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Il rendra également compte des dysfonctionnements ou dangers potentiels constatés lors de ses interventions.

5.2 Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés, agents, fournisseurs et sous-traitants, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

5.3 Assurance du titulaire

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des

dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ;

- De la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

Au plus tard dans la veille du jour de l'expiration de son attestation d'assurance, le titulaire devra remettre au Cerema une attestation d'assurance valable pour la période suivante.

Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

Tout sinistre entraînant la responsabilité du titulaire devra être déclaré au siège de cette société par lettre recommandée, avec avis de réception, dans les cinq (5) jours de l'événement.

Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

5.4 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations objet du présent marché pour le Cerema.

Les autocontrôles demandés doivent permettre au titulaire de s'assurer de cette obligation.

Le Cerema effectuera les contrôles prévus au présent CCAP en guise de vérification de cette obligation.

5.5 Protection des données personnelles

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, le Cerema et le titulaire traitent des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché public et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Ils s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Pour les traitements mis en œuvre par le Cerema, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données du Cerema, par courriel à l'adresse suivante : rgpd.dg@cerema.fr. Pour les traitements mis en œuvre par le titulaire, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données désigné en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) et dont les coordonnées sont communiquées au Cerema à la notification du marché public.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le Cerema et le titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus de la fin de l'exécution du marché public.

5.6 Responsabilité du titulaire et dommages aux installations

Le titulaire est responsable à l'égard du Cerema de tous les dommages, dégâts, incendies et autres causes, résultant notamment de la négligence de son personnel, de ses manquements dans l'exécution du marché public ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il est expressément convenu que le Titulaire est entièrement responsable :

- De son personnel de tous grades ou autre personne travaillant sur le site, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- Des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- Des vols et dégradations qui pourraient être commis par celui-ci ;
- Des dégâts et dommages survenus au Cerema, sur ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

5.7 Déclarations

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

5.8 *Changement de situation du titulaire*

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 6 : CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles L.2194-1, R. 2194-1 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché, dans le cadre de clauses de réexamen.

À tout moment le Cerema et le titulaire pourra procéder à « une revue du contrat », afin d'étudier les conditions qui nécessitent un ajustement ou une modification. Ces ajustements ou modifications pourront faire l'objet d'une clause de réexamen, formalisée par avenant signé des deux parties.

Ces ajustements ou modifications devront faire l'objet d'un consensus, et ne pourront être unilatéraux. Ils pourront concerner :

- les prestations demandées au titre du marché (sans que l'objet du marché ne puisse être modifié de manière substantielle),
- l'étendue du marché,
- les conditions d'exécution du marché, s'agissant notamment des moyens mis en œuvre, à conditions que ceux-ci restent équivalents à ceux sur lesquels le titulaire s'était engagé (exemple : qualification, et expériences de l'équipe dédiée)
- les délais d'exécution des prestations,
- les conditions financières du marché,

- les conditions de révision des prix (uniquement si un nouvel indice, plus représentatif des caractéristiques du marché, était créé pendant l'exécution du marché. Il ne sera en revanche pas possible de modifier la formule de révision),
- les pénalités.

En cas de circonstances imprévues, exceptionnelles, extérieures aux parties et imprévisibles, bouleversant l'équilibre économique global du marché, la clause de réexamen pourra être actionnée.

ARTICLE 7 : SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES - QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le titulaire a démontré dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en terme de performances ou d'exigences fonctionnelles, le titulaire a prouvé, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

ARTICLE 8 : PENALITES

8.1 *Pénalités pour retard d'exécution*

8.1.1 Pénalités pour retard de mise à disposition de conditionnements et de réalisation de collectes dans l'exécution du marché

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire subit une pénalité journalière de 50 € net de taxes :

- En cas dépôt ou échange standard de conditionnement ainsi que de collectes effectués dans un délai supérieur de 48 h aux délais indiqués au calendrier définitif retenu lors de la période préparatoire,
- En cas de non-respect des délais indiqués sur les bons de commandes conformément à l'article 2.3 du présent CCAP,

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées quel que soit leur montant.

8.1.2 Pénalités pour retard de remise de document :

En cas de retard de transmission de la documentation exigée à l'article 5 du CCTP dans les délais indiqués au même article, une pénalité journalière de 50 € net de taxes est appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées quel que soit leur montant.

8.2 Pénalités autres que pour retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

8.2.1 Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € net de taxes sur simple constat.

8.2.2 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 4.5 du CCTP, une pénalité journalière de 150 € net de taxes est appliquée, après constatation par le responsable pour le Cerema ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, et ce, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

8.2.3 Pénalité pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 150 € net de taxes pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant total du marché dévolus au contrevenant et ne peut dépasser 45 000 €. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le Cerema se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités sans mise en demeure préalable, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

8.2.4 Pénalités relatives à l'identification et aux caractéristiques des conditionnements

Le titulaire est tenu de respecter l'identification des conditionnements comme mentionné à l'article 3.2 du CCTP.

- Passé le délai des 10 jours ouvrés suivant la mise à disposition du conditionnement, le titulaire encours une pénalité journalière de 50 € net de taxes. pour toute signalétique non-installée,
- Suite à une détérioration d'une signalétique et d'une demande du représentant du maître d'ouvrage d'y remédier, le titulaire dispose de 72 heures pour réaliser les travaux de signalétique ad hoc sous peine d'encourir une pénalité journalière de 50 € net de taxes.

Le titulaire est tenu de respecter les caractéristiques des bennes mentionnées dans son offre conformément à l'article 3.1.a du CCTP, sous peine d'encourir une pénalité forfaitaire de 500 € net de taxes et la demande de remplacer la benne concernée à sa charge, sous les 72 heures, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage. Au-delà de ce délai, une pénalité journalière de 50 € net de taxes sera appliquée.

8.2.5 Réfaction

Pour les prestations défectueuses, une réfaction forfaitaire d'1/20ème de la valeur de la prestation pourra être appliquée sur le prix facturé, sans mise en demeure, sur simple constat. Le titulaire sera informé de cette réfaction par courriel et disposera d'une semaine pour présenter ses observations.

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ

9.1 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont :

- à prix global et forfaitaire s'agissant des prestations forfaitaires
- à prix unitaires s'agissant des prestations à bons de commande

9.2 Contenu des prix

Les stipulations de l'article 101.3 du C.C.A.G.- FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant notamment tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport et sujétions du titulaire. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

9.3 Révision des prix du marché

Les prix sont fermes la première année puis révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après.

Le mois de base de référence Mo est le mois de remise des offres tel que mentionné en page de garde du règlement de consultation.

Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du marché sont :

- ICHT- E : Indice du coût horaire du travail - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - publié par les éditions du Moniteur du BTP
- FSD2 – Indice relatif aux frais de services divers l'indice est calculé et publié par les éditions du Moniteur du BTP

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_0 * ((0.6 \text{ ICHT- E} / \text{ ICHT- E}_0) + (0.4 \text{ FSD2} / \text{ FSD2}_0))$$

Dans laquelle

P = prix révisé

P₀ = prix initial

ICHT-E = valeur de l'indice du mois n-4 du mois d'anniversaire du marché l'année de révision.

ICHT-E₀ = valeur de l'indice du mois Mo.

FSD2 = valeur de l'indice du mois n-4 du mois d'anniversaire du marché l'année de révision.

FSD2₀ = valeur de l'indice du mois Mo.

Le titulaire transmet les prix révisés au Centre financier mutualisé de Lille à l'adresse suivante : cfml.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr.

Si le titulaire ne le fait pas la révision sera calculée par le Cerema qui l'appliquera.

ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS.

10.1 Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre, si les conditions prévues par les articles R2191-16 à 2191-19 du code de la commande publique sont satisfaites et selon les modalités prévues par ces articles.

L'option B du CCAG-FCS s'applique.

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance ne sera accordée que lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10 % du montant forfaitaire annuel du marché. Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

10.2 Acomptes

Les prestations seront facturées sur la base d'acomptes mensuels pour les prestations de location et d'enlèvement de déchets récurrents, correspondant à 1/12^{ème} du montant total annuel de la DPGF pour chaque période d'exécution du marché, le dernier acompte valant solde annuel.

Concernant la partie à bons de commande (BPU), aucun acompte ne sera versé pour les prestations dont la durée d'exécution est inférieure à 3 mois.

Le titulaire sera réglé en une fois par bon de commande, dès exécution et admission des prestations.

En cas de prestations multiples, le règlement ne se fera qu'à l'admission de l'ensemble des prestations objet du bon de commande

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le Cerema.

10.3 Demandes de paiement

Conformément à l'article 11.3 du CCAG-FCS La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la décomposition des prix forfaitaires ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et

TTC ;

- le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- Les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Outre ces mentions réglementaires et les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent les indications suivantes :

- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET (**mention obligatoire**),
- le numéro du marché
- le numéro d'engagement juridique ou de bon de commande (*),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET de la direction territoriale Hauts de France du Cerema,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

(*) Dans le cadre de ce marché, plusieurs références comptables devront être prises en compte :

- un n° d'engagement juridique annuel pour la mise à disposition des contenants relatifs aux prestations récurrentes
- un n° d'engagement juridique pour la totalité du marché pour la collecte et le traitement des déchets (sur bon de commande)
- un n° de bon de commande pour la mise à disposition des contenants relatifs aux prestations ponctuelles

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant chorus pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

10.4 Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la Direction indiquée dans le bon de commande.

10.5 Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change

10.6 Emission des bons de commande

La partie du marché prenant la forme d'un accord-cadre donne lieu à l'émission de bons de commande, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires, qui seront notifiés au titulaire par écrit, par tout moyen, par l'acheteur.

Les commandes peuvent être adressées au titulaire dès le démarrage et jusqu'à expiration du présent marché.

Chaque bon de commande définit les dates et/ou les délais d'exécution des prestations demandées en fonction des délais sur lesquels s'engage le titulaire.

Chaque bon de commande précise :

- La référence de l'accord-cadre,

- La date du bon de commande
- Le numéro du bon de commande – **mention obligatoire**,
- L'identification du titulaire,
- La désignation des prestations à réaliser,
- La référence à la proposition établie par le titulaire,
- Le délai d'exécution,
- Le lieu de livraison, le cas échéant,
- Les prix unitaires et totaux HT et TTC,
- Le taux et le montant de la TVA,
- L'adresse de facturation,
- le SIRET de la direction territoriale Hauts de France du Cerema, – **mention obligatoire**.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.- FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

Chaque bon de commande sera réglé en une seule fois à l'admission de la prestation sans facture intermédiaire.

ARTICLE 11 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et de non-suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de l'application de pénalités, ou de la résiliation du marché, lorsque la durée de non-exécution des prestations n'excède pas 1 mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités, éventuellement aux frais et risques du titulaire défaillant, peut être entreprise.

Le titulaire étant soumis à une obligation de résultat comme mentionné aux articles 5.4 du présent CCAP, une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

ARTICLE 12 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le service moyens généraux est chargé du suivi de la bonne exécution du marché.

Toute défaillance ou retard dans l'exécution des prestations est immédiatement signalé à l'interlocuteur désigné par le titulaire dans son offre afin que celui-ci procède sans délai aux corrections nécessaires.

ARTICLE 13 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

13.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification seront programmées et mensuelles. Des vérifications supplémentaires pourront également être réalisées à tout moment lors de l'exécution du marché.

Elles porteront essentiellement sur les points suivants:

- Conformité des contenants déposés aux prescriptions du présent CCAP et du CCTP,
- Conformité à la périodicité prévue dans le CCTP et aux dates fixées dans le calendrier prévisionnel avec le référent du Cerema,
- Conformité des bordereaux d'intervention et de suivi des déchets
- Conformité du suivi des déchets dangereux

Le titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification. Toutefois Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS l'acheteur n'est pas tenu d'informer le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications de la réalisation des prestations sur site.

Les opérations programmées auront lieu sur les prestations réalisées en M-1 au cours des 10 premiers jours ouvrés du mois M.

13.2 Admission

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, à l'issue des opérations de vérification, le Cerema prend une décision d'admission. Passé le délai de 10 jours ouvrés, la décision d'admission est réputée acquise.

Si les prestations ne sont pas jugées satisfaisantes, le représentant du Cerema notifie par courriel au titulaire une décision motivée d'ajournement, de réfaction, de rejet ou d'application de pénalités. Le Cerema peut également décider de différer en tout ou partie le règlement ou de le réduire.

Le titulaire bénéficiera d'un délai de 5 jours ouvrés suite au courriel du Cerema pour formuler ses observations. Le Cerema jugera en fonction des observations fournies du maintien, de l'ajournement, de la réfaction, du rejet, ou de l'application de pénalités.

ARTICLE 14 : RESILIATION

La résiliation du marché peut être prononcée selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

14.1 Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour :

- Des événements extérieurs au marché (article 39 du CCAG-FCS)
- Un motif d'intérêt général (article 42 du CCAG-FCS)

14.2 Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 40 du CCAG-FCS.

14.3 Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

14.4 Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché public, hors indemnisation éventuelle du titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, le Cerema mandate au profit du titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur, le Cerema exige du Titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

ARTICLE 15 : DIFFERENDS

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

En cas de règlement contentieux entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.